

ABONNEMENT.

Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8
Poste :	
Un an	35 fr.
Six mois	18
Trois mois	10

ON S'ABONNE :

A SAUMUR,
Au bureau du Journal,
ou en envoyant un mandat
sur la poste,
et chez tous les libraires.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

annonces, la ligne	30 c.
Réclames	30
Faits divers	75

RÉSERVES SONT FAITES
Du droit de refuser la publication
des insertions reçues et même payées,
sauf restitution dans ce dernier cas ;
Et du droit de modifier la rédaction
des annonces.
Les articles communiqués
doivent être remis au bureau
du journal la veille de la repro-
duction, avant midi.
Les manuscrits déposés ne
sont pas rendus.

ON S'ABONNE :

A PARIS,
A L'AGENCE HAVAS,
8, place de la Bourse.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis cen-
traire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en tim-
bres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,
1^{er} Février 1882.

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT

Voici la Déclaration ministérielle qui a été lue hier au Sénat et à la Chambre des députés par M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères, président du conseil :

« Messieurs les sénateurs,
« Messieurs les députés,

Appelés à former un cabinet dans des circonstances difficiles, nous nous présentons à vous, confiants dans votre bienveillance et pleins de déférence pour votre autorité.

Dans l'accomplissement des devoirs variés que notre charge nous impose, une pensée essentielle nous domine : faire régner la paix dans le pays, la paix dans les esprits aussi bien que dans l'ordre matériel, la paix au dedans comme au dehors.

Nous ne négligerons rien pour y parvenir. Partout où notre action s'exercera, elle se montrera digne, ferme et conciliante.

A un pays comme la France, il faut la liberté et le progrès. Vous nous aiderez à réaliser l'un et à assurer l'autre.

Nous appliquerons, dans l'esprit le plus large et le plus libéral, les nouvelles lois sur la presse et le droit de réunion. Nous préparerons des lois pour organiser la liberté d'association, tout en maintenant intacts les droits essentiels de l'Etat, ainsi que pour accroître dans une juste mesure les libertés communales et départementales.

Dans cette marche incessante vers l'idéal de la liberté, nous ne marquons pas à l'avance de limite fixe. L'intelligence et la sagesse des populations rendent chaque jour possibles de nouveaux progrès. D'importantes réformes réclament notre attention.

Il en est une assurément des plus con-

sidérables, mais que les circonstances nous paraissent commander de différer. Nous pensons que les Chambres le reconnaîtront avec nous, — c'est la révision de la Constitution.

Fidèles à la pensée d'apaisement qui nous guide, nous croyons meilleur de ne pas poursuivre en ce moment la solution de cette question. Mais nous prenons l'engagement de la soumettre au Parlement en temps utile.

Nous vous ferons remarquer que les modifications à apporter au régime électoral du Sénat ne pourront pas être appliquées avant trois ans, et que la nouvelle loi électorale de la Chambre, — si la loi actuelle devait être changée, — ne pourrait recevoir application que dans quatre années.

Il n'y a donc, au point de vue pratique, aucune urgence à statuer. Vous n'avez d'ailleurs pris aucun engagement sur l'ordre dans lequel vous entendez accomplir les réformes promises, et la révision de la Constitution n'en est pas le préliminaire obligé. Il nous paraît préférable de commencer par celles dont l'effet peut être immédiat.

En premier lieu vient la réforme judiciaire, attendue depuis si longtemps. Cette réforme doit avoir, selon nous, pour point de départ, l'accroissement de la compétence des juges de paix.

Nous vous proposerons ensuite la diminution du chiffre maximum des magistrats dans les divers ordres de juridiction, et même celle du nombre des tribunaux trop peu occupés, de manière à amener comme résultat une modification indispensable dans le personnel judiciaire actuel.

Nous poursuivrons activement la révision de nos institutions militaires, déjà mise à l'étude par nos prédécesseurs. Le problème nous paraît devoir être abordé et résolu à un point de vue d'ensemble.

La réduction du service militaire à trois ans ne peut être obtenue qu'à l'aide d'un bon système de recrutement des sous-officiers et d'une solide organisation de troupes spéciales pour nos possessions extérieures.

Nous ne parlons pas de l'instruction publique. Si le développement de l'éducation nationale à tous les degrés est la tâche première et capitale d'un gouvernement républicain, nous n'avons, pour l'accomplir, qu'à poursuivre avec la même ardeur l'œuvre commencée il y a trois ans.

Nous espérons, grâce à ces projets, à la ferme volonté que nous avons de les mener à bonne fin, grâce aussi à l'esprit libéral qui inspirera tous nos actes, donner satisfaction aux vœux principaux du pays, affermir la confiance et déterminer un redoublement de travail et d'activité.

Les nations ne vivent pas seulement de politique ; elles vivent aussi d'affaires et d'intérêts matériels. Les questions financières ont pris depuis quelque temps une large place dans les préoccupations publiques.

La situation n'a rien qui doive nous alarmer, mais elle exige certaines précautions. Il ne saurait être question en ce moment, pour l'Etat, ni de conversion, ni de rachats de chemins de fer, ni même d'émission de rente amortissable.

Nous devons rechercher les moyens de restreindre, pour un temps, les appels au crédit public en réclamant pour une plus large part le concours de l'industrie privée. Tout doit d'ailleurs être combiné de manière à ne pas porter atteinte à l'exécution, dans les délais déterminés par vos votes annuels, du programme des grands travaux que les Chambres ont promis au pays.

L'expérience a démontré l'insuffisance de la loi de 1867 sur les sociétés commerciales. Il y aura lieu de la modifier pour assurer des garanties plus efficaces à la moralité publique et aux intérêts privés.

Les traités de commerce sont en voie de renouvellement. Le Parlement ne nous refusera pas les facilités nécessaires pour prévenir l'application des tarifs généraux vis-à-vis des nations avec lesquelles des négociations sont engagées. Rien ne sera négligé, de notre côté, pour que des solutions définitives interviennent à bref délai.

Dans une grande démocratie, l'amélio-

ration incessante de la condition morale, intellectuelle et matérielle des classes laborieuses, doit tenir le premier rang dans la sollicitude du législateur.

Pour généraliser, parmi les travailleurs des villes et des campagnes, les institutions de prévoyance et d'assistance, il reste aux pouvoirs publics beaucoup à faire.

Nous étudierons, de concert avec vous, toutes les mesures qui pourront tendre à ce but élevé et civilisateur, sans jamais oublier que la solution des problèmes sociaux réside avant tout dans le développement de l'initiative individuelle et dans le progrès indéfini de l'éducation populaire.

Telles sont nos vues, messieurs, sur les principaux problèmes qui nous paraissent s'imposer actuellement à notre examen.

Nous vous les soumettons et nous vous demandons votre confiance, bien convaincus que nous ne pouvons rien sans vous, et qu'au contraire, avec l'accord entier et sincère des Chambres et du gouvernement, tout est possible pour le bien de la France et de la République.

A la Chambre, une centaine de députés du centre ont applaudi.

Par contre, au Sénat, la Déclaration a été accueillie très-favorablement.

Après lecture de la Déclaration à la Chambre, M. Léon Say a retiré le projet de budget de 1882.

Chronique générale.

La formation du nouveau ministère a eu lieu dans des circonstances exceptionnelles, en raison de la puissance qui reste encore à l'homme que la Chambre a renversé.

Il est donc exact de dire que la crise qui vient d'avoir lieu est une crise tout à fait spéciale et telle qu'il ne s'en était pas encore produit.

M. de Freycinet a compris la situation de cette façon ; aussi lorsque le Président de la République l'eut appelé, demanda-t-il à

28 Feuilleton de l'Echo Saumurois.

PAUVRES ET MENDIANTS

Par G. de LA LANDELLE.

XIX

SECRETS PÉNÉTRÉS.

(Suite.)

Détails agréables à relater : Maître Baillif lui-même devait passer par une crise horrible. Un dépôt de fonds et de valeurs fait chez lui fut soustrait par des fripons. Il était responsable, compromis, ruiné, atteint dans sa réputation d'honneur, dans son culte professionnel héréditaire. Il en informa le ménage Vaurant par une lettre poignante.

— Jésus, mon Dieu ! s'écria Mariette avec un noble mélange de douleur et de joie. Qu'on attèle la carriole ! vite ! vite !

— Qu'as-tu donc ? dit Honoré.

— Je veux que, dès cette nuit, il dorme sans inquiétudes.

— Ah ! nous allons à la prochaine station télé-

Et, moins de trois heures après, maître Baillif savait que Mariette, sur ses meubles et immeubles, répondait de tout.

De la richesse, elle se voyait retombant dans une médiocrité voisine de la gêne. Il faudrait évidemment revendre la Margelle et toutes les autres terres, ne plus compter que sur les produits de l'étude, aller vivoter au bourg, congédier les domestiques, se remettre à tout faire. Elle le sentit si bien qu'elle eut un petit accent de plainte pour les enfants de son mari.

— Mes enfants, dit Honoré, n'ont aucun droit sur ta fortune.

— Ils y ont autant de droits que si j'étais leur mère par le sang ; ne le suis-je pas par le cœur !

— Je n'ai pas dit ce que je voulais dire ; pardonne-moi.

— Que vouliez-vous dire, mon ami ?

— Quelque chose qui arrivait, je n'ai jamais voulu décharger mes enfants du soin de gagner leur vie.

— Je ne vous comprends pas bien.

— Tant qu'on ne sait pas ce que c'est que de l'argent gagné, bien gagné par le travail, on ne comprend rien à la charité.

— C'est vrai ! je m'en souviens ! Quand je vivais d'aumône, je n'y comprenais absolument rien.

— Eh bien, Mariette, je voulais hier, je veux aujourd'hui, je voudrais demain, toujours, toujours

la même chose. Que nous soyons ruinés, tout à fait pauvres, indigents, ou que nous redevenions riches, rien n'y fera. Je veux que, comme Noëlie leur mère, comme moi Honoré, comme toi Mariette, ils connaissent la sainteté du travail, parce que je veux qu'ils soient bons.

— Ne peut-on point être bon sans être condamné à gagner péniblement sa vie ?

— Si, j'en ai mille exemples ; mais toujours il faut le travail. L'oisiveté racornit le cœur.

— Cependant il y a bien des gens méchants parmi ceux qui travaillent pour vivre.

— Sans doute ! mais ce sont précisément ceux qui envient les charmes de l'oisiveté, et ces malheureux ne se doutent pas non plus de la sainteté du travail, père de la charité.

— La charité, pensais-je, est fille de Dieu.

— Créateur, conservateur et réparateur de tous les mondes, Dieu est le Travail dans sa toute-puissance et sa miséricorde infinies.

A ces mots, prononcés avec une onction chaleureuse, Mariette contempla l'homme de bien qui avait été son maître, qui maintenant était son mari.

— J'ai été, poursuivit-il, petit commissionnaire, saute-ruisseau, balayeur dans l'étude où je grattais du papier, puis clerc et premier clerc ; j'ai failli devenir paysan, c'était bien convenu ; je suis notaire et je travaille tous les jours. Noëlie était ou-

rière...

— Moi, servante, dit avec quelque fierté la fille du marquis d'Avranport.

— Tu es encore plus laborieuse que personne, et à la veille de reprendre les ouvrages grossiers. Et mes enfants, à moi, nos enfants auraient pu ignorer le travail, si nous étions restés riches ; ils l'ignoraient, si nous le redevenions ! Non, Mariette. Tu ne le voudrais point !

Déjà maître Vaurant était à l'œuvre pour emprunter ce qu'il fallait ajouter à ses valeurs de portefeuille disponibles. Il se hâtait, car le jour du versement obligatoire de maître Baillif était proche. Arriva une dépêche ainsi conçue :

« Merci ! inutile ! Tout est retrouvé. Détails par la poste. »

La lettre explicative était chargée et contenait des valeurs. Au lieu d'être appauvris, les Vaurant s'enrichissaient.

Après avoir exprimé sa gratitude dans les termes les plus dignes de lui, les plus dignes de Mariette et d'Honoré, l'honorable notaire de Vignebois avait la joie de leur apprendre que la totalité du dépôt dérobé venait de lui être restituée.

Les valeurs étaient sous la main de la justice.

« Grâce au ciel, poursuivait maître Baillif, votre rare générosité ne sera point une infortune.

